

---

Le 14-02-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Comme prévu, le Premier ministre François Bayrou a utilisé l'article 49.3 de la Constitution pour imposer, sans vote parlementaire, un budget d'austérité souhaité par l'UE et ses thuriféraires. Il contient 53 milliards d'euros de mesures d'austérité et d'augmentations d'impôts pour, « en même temps », augmenter les dépenses militaires en réduisant le déficit budgétaire de 7 à 5,3 % du PIB.

---

Qui prête à l'État français ? 53,2% des créanciers sont à l'étranger : des banques, des fonds de pensions et des assurances qui prêtent au pays avec des intérêts. En 2024, le seul paiement des intérêts a coûté 51 milliards d'euros.

Le gouvernement Bayrou, les LR et les macronistes, le Rassemblement national (RN) et le Parti socialiste (PS) se sont opposés à deux motions de censure présentées par la France insoumise (LFI), qui ont été votées par le PCF et Les Verts.

Bayrou a aussi fait adopter, en utilisant l'article 49.3, le budget de la Sécurité sociale qui confirme les réductions des retraites, massivement impopulaires, imposées par Macron en 2023, et réduit davantage les remboursements de soins.

Ce budget piétine la volonté du peuple français. En effet, la casse des retraites (appelée réforme) imposée par la Macronie, malgré les manifestations massives finalement étouffées par les bureaucraties syndicales, est rejetée par 91 % de la population. Il en est de même pour les augmentations du budget militaire, qui passe de 31 milliards d'euros en 2017 à 69 milliards d'euros en 2030, visant à préparer l'armée française à des guerres (comme le confirme l'appel de Macron à envoyer des troupes en Ukraine pour combattre la Russie), malgré l'opposition d'une écrasante majorité du peuple de France.

Mais ne nous trompons pas : Si Bayrou (et Macron) peuvent imposer leur budget anti-social, c'est avant tout avec la complicité objective de Mélenchon et de la LFI qu'il dirige. En effet, après avoir ressuscité le PS moribond et l'avoir intégré dans le Nouveau Front populaire (NFP) qu'il pensait pouvoir maîtriser, Mélenchon et la LFI ont retiré leurs candidats et ont soutenu les candidats du PS, du parti Renaissance de Macron et du parti Les Républicains (LR) lors des dernières élections législatives anticipées de 2024. Mélenchon et la LFI ont donc consciemment, joué un rôle central dans le sauvetage de la Macronie et en conséquence directe, dans la formation du gouvernement que son parti dit vouloir censurer, sans succès, aujourd'hui... Pendant que les néolibéraux de tous bords (PS compris) entonnent en chœur la rengaine de la dette.

Car c'est au pseudo motif de la réduction de plus de 3 000 milliards d'euros de dette, dont une grande partie a été créée par Macron lui-même, que le budget cible les classes dominées en épargnant, soigneusement et volontairement, les classes dirigeantes, les multinationales et les oligarques français.

Le peuple de France va donc déguster : 32 milliards de mesures d'austérité.

Les secteurs touchés par les réductions budgétaires

- 2,2 milliards d'euros sur les collectivités territoriales (l'Hérault a ainsi purement et simplement supprimé toutes les dépenses culturelles)
- 1 milliard d'euros sur MaPrimeRénov', l'un des principaux dispositifs de soutien à la rénovation énergétique,
- 245 millions d'euros sur la culture (200 millions d'euros pour le patrimoine, 20 millions pour la « transmission des savoirs et la démocratisation de la culture », 25 millions d'euros pour le Pass culture)
- 1,2 milliard d'euros à l'aide au développement (soit ? 18,6 %)
- 10 % sur le sport
- 80 millions d'euros sur l'audiovisuel public (dont 43 millions d'euros pour France Télévisions et 8 millions d'euros pour Radio France)... Et même 150 millions si l'on y ajoute les 69 millions d'euros de crédits qui avaient été promis, puis annulés...
- 89 millions d'euros pour plusieurs programmes destinés à la jeunesse et à la vie associative, dont le service national universel (SNU), le Service Civique ou encore les vacances apprenantes.
- 50 millions d'euros sur l'Éducation Nationale
- 14 % sur les programmes écologiques

- 
- Gel des crédits de l'aide médicale d'État (AME) à destination des sans-papiers
  - 1 milliard d'euros sur le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche

Pour faire passer la pilule de l'austérité, 8 milliards d'augmentation de l'impôt sur les sociétés sont programmés (mais l'augmentation totale sera de 21 milliards car elle touchera en particulier les travailleurs indépendants et la population).

C'est trop pour Bernard Arnault qui devrait (peut-être) payer exceptionnellement 900 millions d'euros supplémentaires. Fraîchement rentré des célébrations d'investiture de Trump à Washington, notre milliardaire a dit que sa holding LVMH envisageait de quitter la France : *« Je reviens des USA et j'ai pu voir le vent d'optimisme qui régnait dans ce pays. Et quand on revient en France, c'est un peu la douche froide... Nous sommes fortement sollicités par les autorités américaines à continuer nos implantations... Et dans l'environnement actuel, c'est quelque chose que LVMH regarde sérieusement »*. Bernard Arnault, un patriote... états-unien !

Pendant ce temps, Mélenchon tenait meeting, le 5 février dernier à Angers. Comme d'habitude, ça commence pas mal : *« C'est toujours la même chose: les uns accumulent sans fin et les autres se font dépouiller de même en parallèle exact. Tout ce qui va aux milliardaires a été retiré à ceux qui produisent. C'est la vérité! »*... Mais ça se gâte rapidement. Prenant le vote de censure réussi du NFP avec le RN pour faire tomber le gouvernement Barnier à l'automne dernier amenant Bayrou au pouvoir pour un haut fait de guerre, une immense victoire, il s'est écrié : *« La révolution citoyenne à laquelle nous aspirons se fait par les urnes et par des votes à l'Assemblée nationale. C'est sans un mètre de barricade ni un coup de fusil que nous avons fait tomber un gouvernement, a-t-il poursuivi. C'est par ce chemin que nous l'emporterons, et par ce chemin démocratique citoyen que nous changerons tout de fond en comble ! »*. Il aurait dû ajouter : Et sans mobilisation populaire. Bref : Laissez-moi faire, je m'occupe de tout... Mais enterrez la lutte des classes, je canaliserai les conflits sociaux par le biais du Parlement et respectez la « démocratie » macronienne, même si elle n'existe pas.

En réalité, le vote du budget Bayrou révèle l'impasse de la censure de Barnier menée par le NFP et le RN : il a juste permis à la Macronie et aux néolibéraux de ré-ajuster leurs politiques anti-populaires.

D'ailleurs, de nombreuses forces au sein du NFP (LFI, PS, PCF, les Verts, le Nouveau Parti anticapitaliste, Place publique, etc.) ainsi que les bureaucraties syndicales, soutiennent le budget de Bayrou. Par exemple Marylise Léon, la secrétaire de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), a déclaré que socialement, c'est un budget qui est injuste, mais a demandé qu'il soit adopté : *« Une stabilité c'est une bonne chose et un budget également, même s'il ne répond certainement pas aux attentes et aux ambitions ... Socialement, c'est un budget qui est injuste, qui n'a aucune ambition écologique et ça, c'est un problème... Néanmoins, Il est urgent de le mettre en place »*.

La stabilité institutionnelle et politique quoiqu'il en coûte au peuple ! Fermez le ban !

Ce budget d'austérité n'est qu'une première étape vers l'appauvrissement généralisé et la mise sous tutelle des classes populaires. Demain, il faudra augmenter considérablement les dépenses militaires, à 5% du PIB, au nom de la « défense de l'Europe » contre la Russie, la Chine ou un quelconque autre épouvantail. Demain, il faudra accepter les licenciements, les baisses de salaire, de retraite, de prestations de santé, de conditions de travail au nom de la dette et de la guerre commerciale...

Il est temps de dire NON à l'annexion du Canada, du Panama, du Groenland et de Gaza. Il est enfin temps de dire STOP au néolibéralisme, à sa mondialisation, à l'UE... NON ?

---

---

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire